

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre « Organized Spontaneity: Class Struggle, Workers Autonomy and Soviets in Italy ».

Cette traduction a été réalisée durant l'été 2013. Ce texte n'a pas été traduit directement par le CATS de Caen mais par une personne qui est en contact avec nous. C'est cette personne, qui se reconnaîtra, qui a réalisé la traduction que voici, et nous l'en remercions vivement. Le texte a été féminisé.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

# Spontanéité organisée : lutte des classes, autonomie ouvrière et soviets en Italie

Gigi Roggero

*Gigi Roggero sur l'opéraïsme italien et les mouvements des années 1960 et 1970.*

Le 7 juillet 1962, la plus grande ville industrielle d'Italie, Turin, fut le théâtre d'une importante révolte ouvrière. Au matin, la Fiom-Cgil et la Fim-Cisl (les deux principaux syndicats de la métallurgie, le premier lié au Parti communiste italien, le second de tradition catholique sociale) appelaient à une grève de soutien aux luttes en cours depuis juin chez Fiat, la plus importante usine automobile d'Italie. La participation était très importante. Dans l'après-midi, une nouvelle se répandit rapidement : l'Uilm-Uil, le syndicat issu de la tradition républicaine, et le Sida, un syndicat jaune, c'est-à-dire créé et soutenu par les patrons, avaient signé un accord séparé avec la direction de Fiat. Sans attendre, les métallos se rendirent sur la Piazza Statuto, une grande place au centre de la ville, où se trouvaient les locaux de l'Uil. Une longue confrontation avec la police commença, des pavés furent lancés contre les fenêtres du syndicat, le bâtiment fit l'objet d'un assaut, et cela donna finalement lieu à des émeutes de trois jours.

En fin de compte, plus de 1 000 personnes furent arrêtées, et beaucoup d'entre elles blessées par le corps de police spéciale, le tristement célèbre *celere*. Mais la révolte de la Piazza Statuto allait rapidement entrer dans l'Histoire comme le symbole de l'irruption et de la force collective d'un nouveau personnage dans le monde du travail, *l'ouvrierE masse*, c'est-à-dire l'ouvrierE des usines tayloristes : non-qualifiéE, enchaînéE à la ligne d'assemblage et condamnéE à une activité répétitive et aliénante.

Le Pci et le Cgil traitèrent aussitôt les émeutierEs de bandits, de délinquantEs et de provocateurs/rices. Ils accusèrent les ouvrierEs en lutte d'être payéEs par les patrons pour créer des troubles dans les négociations démocratiques chez Fiat. Leur thèse était qu'en fait c'étaient de faux/ses ouvrierEs. Cette accusation prend sans aucun doute racine dans la tradition paranoïaque de la gauche qu'on peut appeler *dietrologia*, c'est-à-dire la recherche ultérieure de raisons cachées derrière les événements politiques. Quand une révolte est organisée directement par les ouvrierEs, sans représentation des syndicats, les institutions de la gauche traditionnelle supposent immédiatement qu'il y a des causes secrètes, ou même de sombres complots et des conspirations. Comme les ouvrierEs sont censéEs manquer de capacité d'action autonome, seuls le parti et le syndicat sont capables d'organiser les luttes. Mais, dans le cas de la révolte de la Piazza Statuto, il y a autre chose. Dans leur communiqué de condamnation des événements, les raisons avancées par le Pci et le Cgil pour justifier leurs accusations contre les provocateurs/rices supposéEs sont particulièrement intéressantes. Le principal argument est que les émeutierEs n'étaient pas des ouvrierEs parce qu'ils/elles ne ressemblaient vraiment pas à des ouvrierEs : leur comportement, leur style vestimentaire, même la longueur de leurs cheveux n'étaient pas ceux des ouvrierEs. Et ils/elles étaient trop jeunes pour être des métallos.

Voilà exactement la question. Au-delà de la *dietrologia*, le problème central est la totale incompréhension, par les institutions traditionnelles du mouvement ouvrier, de la puissante émergence d'une nouvelle *composition de classe*, avec de nouveaux sujets, de nouveaux comportements, de nouveaux besoins, de nouveaux désirs, et de nouvelles formes de lutte. En d'autres mots, elles ne

comprenaient pas la formation d'une nouvelle subjectivité collective. En écrivant le communiqué, comme dans leurs actes à l'usine, le parti et le syndicat se référaient à la figure vieillissante du/de la travailleur/euse, fierE de sa profession et vouant un véritable culte au travail. Cette figure ne disparaît pas des usines tayloristes non plus mais, du point de vue politique, il n'est plus central. *L'ouvrierE masse* devint le nom du nouveau sujet conflictuel, central dans la composition de classe émergente, et c'était le nom du défi lancé aux formes d'organisation traditionnelles du mouvement ouvrier.

## ***Operaismo et conricerca***

La révolte de Piazza Statuto marqua la rupture au sein des *Quaderni Rossi* (Les Carnets rouges), le journal militant fondé en 1961 à Turin, connu comme le point de départ de l'*operaismo*. C'est le nom d'une pratique théorique et politique révolutionnaire fondée sur une relecture radicale de Marx, contre la tradition marxiste orthodoxe<sup>1</sup>. Depuis la fin des années 1950, une « investigation militante » avait commencé dans de nombreuses usines pour enquêter sur la nouvelle qualité des luttes et les comportements des ouvrierEs dans les grands processus d'industrialisation de masse qui ont complètement modifié la vie sociale et économique italienne. En fait, depuis les années de l'après-guerre, le Pci avait abandonné la centralité de l'intervention politique dans les usines : sa stratégie était de favoriser le consensus de la classe moyenne dans le but de construire un nouveau parti national-populaire et de suivre la « voie italienne vers le socialisme ». D'autre part, l'idée était l'intégration irréversible de la classe ouvrière dans le système capitaliste : par conséquent, ce n'était plus un sujet révolutionnaire.

Lorsque la Fiom-Cgil a été battu aux élections syndicales chez Fiat en 1953, cette idée est entrée dans un cercle vicieux : les cadres communistes ont abandonné l'intervention stratégique dans l'usine, affaiblissant les organisations officielles du mouvement ouvrier, et la défaite consécutive des organisations officielles du mouvement ouvrier est devenue la cause de l'abandon de l'intervention stratégique dans les usines.

Dans ce contexte, *Quaderni rossi* a essayé de moderniser l'image traditionnelle de l'aliénation de la classe ouvrière : ainsi les jeunes chercheurs/euses et les militantEs évoluaient à contre-courant des institutions du mouvement ouvrier, en adoptant la stratégie de miser sur le potentiel des nouveaux/elles ouvrierEs dans les usines. Dans le même temps, le journal entretenait des relations étroites avec la gauche de la Cgil. Mais la révolte de Piazza Statuto marqua un virage dans la tension entre deux sensibilités : d'un côté l'urgence d'une expérimentation politique dans l'organisation révolutionnaire des travailleurs/euses autonomes, de l'autre le projet de rénovation de la culture et de la pratique des partis politiques et des syndicats, peut-être dans un conflit sérieux, mais sans rompre avec eux. Voilà la raison centrale de la scission.

On peut aussi avancer que la rupture était due à des conceptions différentes de l'enquête militante (comme outil politique). Elle a pu découler de l'utilisation des paradigmes sociologiques et des instruments scientifiques mettant en question seulement sa finalité, c'est-à-dire dirigeant la production de savoir vers les institutions existantes du mouvement ouvrier dans le but de les changer. Le risque était de renforcer la division classique entre les sphères politiques et intellectuelles qui est le fondement du système de représentation. La *conricerca* (recherche en commun) vise à supprimer cette division. Dans ce cas, la production de savoir devient immédiatement production de subjectivité et d'organisation. Cela a été pratiqué par des chercheurs/euses militantEs et des ouvrierEs, de capacités et de conditions de vie diverses, mais désirant tous/tes lutter à l'intérieur du processus de hiérarchisation du système capitaliste et

---

<sup>1</sup> Sur l'*operaismo* voir Borio, G., Pozzi, F. et Roggero, G. (2002), *Futuro anteriore. Dai «Quaderni rossi» ai movimenti globali : ricchezze e limiti dell'operaismo italiano*, Roma : DeriveApprodi ; Borio, G., Pozzi, F. et Roggero, G. (Eds.) (2005), *Gli operaiisti*, Roma : DeriveApprodi ; Wright, R. (2002), *Storming Heaven. Class Composition and Struggle in Italian Autonomist Marxism*, London : Pluto Press ; Trotta, G. et Milana, F. (2008) (Eds.), *L'operaismo degli anni Sessanta. Dai «Quaderni rossi» a «Classe operaia»*, Roma : DeriveApprodi ; Mezzadra, S. (2009), *Italy, Operaism and Post-Operaism*, in Ness, I. (Ed.), *International Encyclopedia of Revolution and Protest*, Oxford : Blackwell Publishing, 1841–5.

contre lui. En d'autres mots, la *conricerca* est une praxis politique interne de la composition de classe, ayant pour but d'aller au-delà des formes de représentation externes et de construire un processus commun d'auto-organisation. Voilà la différence fondamentale avec « l'enquête ouvrière » traditionnelle. Et la *conricerca* était la pratique politique de *Classe operaia* (« Classe ouvrière »), le nouveau journal né de la rupture avec *Quaderni rossi*.

## Composition de classe

Une nouvelle époque commence dans la lutte des classes. Les ouvrierEs l'ont imposée aux capitalistes à travers la violence objective de leur force organisée dans les usines. Le pouvoir du Capital semble solide et stable ; le rapport de force ne semble pas pencher du côté des ouvriers. Et pourtant, au moment exact où le pouvoir du Capital semble le plus dominant, on voit combien profondément il est pénétré par cette menace de la classe ouvrière<sup>2</sup>.

En 1964, c'est le lancement du nouveau journal, *Classe operaia*. Son sous-titre, « Magazine politique mensuel des ouvriers en lutte », indique son programme politique. L'éditorial, « Lenin in Inghilterra » (*Lénine en Angleterre*) était signé par Mario Tronti, et il est vite devenu le symbole d'une sorte de « révolution copernicienne » effectuée par l'*operaismo*. C'est le renversement du point de vue de la relation sociale entre développement capitaliste et luttes ouvrières, résumé dans ce passage : « Nous aussi, nous avons travaillé avec un concept qui mettait le développement capitaliste en premier et les ouvriers en second. C'était une erreur. Maintenant, nous devons retourner le problème, inverser la polarité et recommencer depuis le début. Et le début, c'est la lutte des classes de la classe ouvrière. »

Au niveau d'un capital socialement avancé, le développement capitaliste devient dépendant des luttes de la classe ouvrière, il les suit, et ce sont elles qui donnent la cadence sur laquelle les mécanismes de la reproduction du capital doivent se régler<sup>3</sup>.

C'est la revendication de l'autonomie et du libre choix irréductibles de la classe ouvrière. La victimisation gauchiste, l'idée de dépendance par rapport à la structure objective du capital, et l'indépendance de l'organisation par rapport à la composition du travail vivant sont complètement détruits. Ce n'est pas du tout une affirmation simplement théorique, elle prend corps dans les luttes des travailleurs/euses, dans leur subjectivité, dans leurs oppositions et leurs comportements contestataires au niveau international.

Mais quand on dit qu'il y a une unité dans les mouvements de la classe ouvrière internationale, comment faut-il le prendre ? Les différents niveaux institutionnels du mouvement syndical officiel créent des *divisions* partout ; les structures du capitalisme unifient tout – mais seulement dans l'intérêt du capital. Un acte de lutte politique ne peut être simplement testé et mesuré par des moyens empiriques. La seule manière de prouver cette unité, c'est de commencer à l'organiser.

Nous allons alors découvrir que les nouvelles formes de l'unité de classe sont totalement implicites dans les nouvelles formes de la lutte des classes, et que le champ de cette lutte est *le capital social à un niveau international*. A ce niveau, la situation politique de la classe ouvrière n'a jamais été aussi claire : partout où, dans l'histoire, on trouve la masse sociale d'une force de travail industriel concentrée, on reconnaît au premier coup d'œil les mêmes attitudes collectives, les mêmes pratiques de base, et la même croissance politique unifiée. La non-coopération planifiée, la passivité organisée, les attentes contradictoires, le refus du politique et la permanence des luttes – voilà les formes historiques spécifiques dans lesquelles le combat de la classe ouvrière se généralise et se développe aujourd'hui. Ce sont les formes transitoires d'une situation transitoire dans laquelle, du point de vue social, les ouvrierEs sont déjà allés au-delà des vieilles organisations, mais n'ont pas encore atteint une nouvelle organisation à cause de l'absence d'une structure politique, qu'elle soit réformiste ou révolutionnaire. Nous avons atteint une

---

<sup>2</sup> Tronti, M. (1971), *Operai e capitale*, Torino : Einaudi (seconde édition augmentée, édition originale 1966), 89.

<sup>3</sup> *Ibidem*.

période d'entre-deux dans l'histoire de la classe ouvrière : il faut l'examiner attentivement et comprendre ses implications, car les conséquences politiques en seront décisives<sup>4</sup>.

En d'autres mots, c'est la transition de la *conricerca* vers un nouveau style de politique et une nouvelle méthode révolutionnaire.

Par conséquent, la nouvelle subjectivité antagonique est proche de la *composition de classe*. C'est une catégorie très centrale dans la tradition et dans la méthode de l'*operaismo*. Dans cette catégorie, il n'y a pas l'idée d'une unité originelle du travail émietté par le capital, ni d'une conscience à révéler dans le but de rassembler la classe *in sé* (en elle-même) et la classe *per sé* (pour elle-même). A part cela, il y a une distinction entre la *composition technique*, basée principalement sur l'articulation capitaliste et la hiérarchisation de la force de travail, et la *composition politique* comme processus constituant de la classe en tant que sujet antagonique autonome. Cela n'implique pas une séparation rigide entre les deux termes : la composition technique est également basée sur les luttes et l'activité de classe, et la formation de la composition politique se produit à l'intérieur des hiérarchies capitalistes et contre elles. Il y a un continuel chevauchement entre les deux termes et ils sont tous deux composés par un processus de subjectivation collective. Par son origine, le concept de classe est radicalement différent de la tradition sociologique et marxiste : la classe n'est pas une catégorie objective, dépendant de la structure capitaliste, ou de proportions mesurables dans l'expression de la force de travail. C'est la condition de la possibilité du conflit, et c'est le jalon du conflit lui-même. Pour le dire avec une formule : il n'y a pas de classe sans lutte de classe<sup>5</sup>.

Les caractéristiques matérielles de la nouvelle composition de classe des années 1950 aux années 1960 étaient : « Non-coopération planifiée, passivité organisée, attentes polémiques, refus politique et une permanente continuité des luttes ». Sa figure politique centrale, l'*ouvrierE de masse*, était constituée de migrantEs du Sud vers le Nord de l'Italie, par exemple à Turin ou Milan, ou de la campagne vers les régions industrielles, comme dans la Vénétie. Comme ces nouveaux/elles travailleurs/euses étaient complètement inaccessibles, étrangerEs, et parfois opposéEs aux formes traditionnelles d'organisation du mouvement ouvrier, le Pci et les syndicats les accusaient d'être passifs/ves, intégréEs, et même complices des restructurations d'usines des patrons. Au contraire, les militantEs *operaistes* contredisaient ce point de vue, considérant la passivité et l'aliénation supposées comme une forme spécifique de refus et de non-coopération avec l'organisation capitaliste. Les militantEs étaient motivéEs par le refus du travail, mais aussi par le refus des formes traditionnelles d'organisation du mouvement ouvrier. C'était un refus constituant, c'est-à-dire la formation d'une nouvelle subjectivité antagonique collective. De ce point de vue, les comportements des *ouvrierEs masse* n'étaient pas apolitiques, mais ils contribuaient à faire émerger de nouvelles pratiques politiques et l'organisation autonome basée sur la destruction du système représentatif traditionnel.

## Nouvelles formes d'organisation

La tension, ou même la rupture entre les nouveaux/elles travailleurs/euses et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier n'entame pas l'exaltation idéologique de la spontanéité de classe. Au contraire, comme le montrent les pratiques de la *conricerca*, cette spontanéité était organisée par les travailleurs/euses eux/elles-mêmes. Cette sorte de « spontanéité organisée »<sup>6</sup> reposait sur l'information et les circuits de la connaissance pour coordonner les grèves, les arrêts de travail, les sabotages et les actes belliqueux dans diverses branches et usines. C'était le principe de base de la construction des *comitati operai* (Comités Ouvriers) et de l'Assemblée autonome dans les années 1960 et 1970. Un cas exemplaire est l'histoire des luttes et des processus d'organisation à la Petrolchimico à Porto Marghera, près de Venise<sup>7</sup>.

---

<sup>4</sup> Ivi, 90.

<sup>5</sup> Tronti, M. (2008), Classe[, in Collectif, Lessico Marxiano, Roma : Manifesto libri, 65–76.

<sup>6</sup> Voir Alquati, R. (1975), *Sulla Fiat et al. Tri scritti*, Milano : Feltrinelli.

<sup>7</sup> Voir Sacchetto, D. et Sbrogiò, G. (Eds.) (2009), *Quando il potere è operaio*, Roma : Manifestolibri.

Le *Comitato operaio* (depuis 1972 *Assemblea autonoma di Porto Marghera*) était basé sur le dépassement de la distinction entre luttes économiques et luttes politiques, les revendications des travailleurs/euses et les processus organisationnels. Il utilisait aussi d'une manière très pragmatique les syndicats traditionnels et leurs outils - par exemple les *commissioni interne* (les commissions internes), corps électoraux d'une supposée démocratie syndicale, mais seulement pour améliorer ou renforcer la construction de l'autonomie organisée des travailleurs/euses. Et c'était une constante centrale de l'intervention politique *operaista* pendant la période des *Quaderni rossi* et de *Classe operaia*, de même qu'à la naissance de *Potere operaio* et d'*Autonomia operaia*. En ce sens, le *Comitato operaio* était la forme organisée du pouvoir des travailleurs/euses, c'est-à-dire une institution autonome<sup>8</sup>.

Fin juillet 1969, il y eut à Turin un « rassemblement national des comités de travailleurs/euses et des avant-gardes » pour réunir les différents groupes et discuter les expériences de luttes des dernières années. Au début de ce mois, le 3 juillet, pendant la grève, une grande manifestation, organisée par l'*Assemblea operai studenti* (Assemblée des ouvrierEs et des étudiantEs) démarra à Mirafiori pour réclamer l'annulation du loyer pour le logement des ouvrierEs. Sept ans après la révolte de *Piazza Statuto*, l'espace métropolitain était une fois encore ébranlé par la puissante résistance des ouvrierEs aux agressions violentes de la police. Le slogan « On veut tout » devint la proposition symbolique du pouvoir ouvrier naissant. Le mouvement étudiant de 1968 et l'automne chaud des ouvrierEs de 1969, les comités autonomes dans les universités et dans les usines étaient unis par un processus commun, à Turin aussi bien qu'à Porto Marghera, à Milan, à Bologne ou à Rome. C'est-à-dire dans le processus commun d'une nouvelle composition de classe.

C'était là l'incarnation de *Potere operaio*, un vaste réseau de groupes autonomes de travailleurs agissant dans de nombreuses usines italiennes. Il était né d'une nouvelle scission à l'intérieur de l'*operaismo* qui avait conduit à l'éclatement de *Classe operaia*. : d'une part, des militantEs décidèrent de rejoindre le PCI ou d'y retourner pour tenter de l'amener sur des positions révolutionnaires (l'idée était que les luttes ouvrières avaient besoin de l'action autonome du parti pour détruire le système capitaliste). D'autre part, les militantEs qui avaient construit *Potere operaio* mettaient en avant l'autonomie stratégique de la classe ouvrière comme centre des nouvelles formes de l'organisation et de la rupture révolutionnaire.

Le thème principal des luttes ouvrières était les salaires, en tant qu'expression directe et en tant que mesure des relations de force entre les classes. « Plus d'argent, moins de travail » et « Augmentations égales pour tous » étaient les deux principales revendications qui résumaient le pouvoir matériel des ouvrierEs sur la réappropriation de la richesse sociale produite par le travail vivant. C'était en même temps la pratique directe de l'égalité et de la liberté, c'est-à-dire l'immanence du communisme dans la matérialité du conflit et de l'organisation de la composition de classe. Après l'expression concrète de l'autonomie des ouvrierEs, il n'y a plus de place pour le communisme en tant que théorie externe ou état futur. Il s'incarne dans le pouvoir constituant du travail vivant.

## La genèse du présent

Dans les années 1970, le *Comitato operaio* de Porto Marghera (comme d'autres Assemblées autonomes) fut aussi un important exemple du début d'une grande bataille contre la nocivité des lieux de travail. C'était de l'environnementalisme ouvrier, en rupture avec la tradition socialiste du culte du travail et c'était radicalement différent de l'idée de l'intérêt général prônée par l'environnementalisme de la société civile. Le problème n'était pas la future destruction du monde mais la destruction présente de la vie des ouvrierEs. Cependant, la position centrale de l'usine ne signifiait pas la réduction de l'intervention politique par les organisations liées à l'*operaismo*. Depuis les années 1960, le lien théorique et pratique entre les luttes dans l'usine et les luttes dans le contexte social était clair : cela autorisait les *comitati*

---

<sup>8</sup> Negri, A. (2009), « Un intellettuale tra gli operai », in Sacchetto, D. et Sbrogiò, G. (Eds.) (2009), *Quando il potere è operaio*, cit.

*operai* à occuper la place principale dans les revendications sur le logement, les transports, les coûts urbains et les formes de vie. Ce n'est pas un hasard si un événement générateur du cycle de bouleversement de la nouvelle composition de classe a été les émeutes de Gênes en juillet 1960, contre un rassemblement du parti néo-fasciste (qui soutenait le gouvernement chrétien-démocrate italien).

Les jeunes ouvrierEs, rejoints par les dockers génois, s'affrontèrent violemment avec la police, empêchant la tenue du meeting fasciste et forçant le gouvernement à démissionner. Des émeutes semblables eurent lieu dans d'autres villes, avec une douzaine de jeunes ouvriers tués par la police. Ils étaient surnommés « les jeunes au T-shirt rayé », pour caractériser leur nouveau style de vie et d'habillement. C'était une image de la nouvelle subjectivité collective et antagonique émergente.

En mars 1973, les ouvrierEs ont occupé Fiat-Mirafiori avec leurs « foulards rouges » : ce fut l'apogée symbolique de l'émergence de l'*operaio massa*, mais ce fut aussi le point de bascule dans le changement de la composition de classe. En fait, des chantiers sociaux nouveaux et autonomes prenaient de l'importance : l'émergence du féminisme surtout, qui défiait et transformait les langages et les pratiques de la politique. Il y avait aussi un féminisme *operaista*, insistant sur la revendication des salaires pour le travail domestique – principalement le groupe *Salario al lavoro domestico* –, le service social et l'assistance pour les femmes. Les relations avec les groupes féministes étaient souvent difficiles : c'était une irruption partielle dans la partialité de la classe qui mettait en question et modifiait sa composition. Et puis il y avait l'émergence de la militance politique d'un jeune prolétariat, particulièrement à la périphérie des zones métropolitaines. Cela mena vers le refus du travail et l'abandon des usines ; la construction d'un « contre-pouvoir » au voisinage et à l'intérieur des zones urbaines devint une nouvelle forme de lutte et de politique pour la classe laborieuse.

Après 1973 et une nouvelle scission dans l'histoire de l'*operaismo*, au sein de « Potere operaio », « Autonomia operaia » devint la nouvelle forme émergente de cette composition du travail vivant. Il adopta différentes formes d'organisation. Dans l'Italie du Nord, il mit en réseau les *Comitati operai* (comme Porto Marghera Un, ou l'Assemblea autonoma d'Alfa Romeo à Milan), des collectifs politiques et les expériences d'organisation naissantes du jeune prolétariat métropolitain. A Bologne, il y eut une véritable explosion de mouvements sociaux qui se diffusèrent largement tandis qu'on expérimentait de nouveaux lexiques et des pratiques politiques nouvelles. A Rome, cela reposait sur les *Comitati autonomi operai*, principalement à l'Enel (la compagnie nationale d'électricité) et au Policlinico (le plus grand hôpital public), de même que dans certaines banlieues populaires. Les émeutes de 1977 marquèrent le point culminant de la croissance du mouvement autonome ainsi que le pic du clash irréversible avec le Pci.

Globalement, le mouvement autonome est le géniteur du présent, c'est-à-dire du développement d'une nouvelle composition du travail vivant – cognitive, précaire, mobile, migrante, et urbaine. Les jeunes prolétaires refusaient de suivre leurs parents dans les usines, et le travail fut bientôt perçu comme un esclavage salarié. La fuite, c'était la route, à la recherche de nouvelles et immédiates formes de vie collectives et offensives. La cible de la lutte était établie comme « le soleil du futur » utilisé dans la tradition socialiste pour repousser et neutraliser éternellement les conflits et les revendications présentes pour la liberté. Dans le flou ambigu des frontières entre la vie et le travail, toute la société devenait une sorte d'usine, c'est-à-dire une « usine sociale »<sup>9</sup>. C'est à la fois la racine du « communisme de capital » contemporain et le nouveau champ de bataille : dans ce contexte, comment transformer l'exode de l'usine « fordiste » en destruction du capital et en une nouvelle relation sociale basée sur une réinvention radicale de la liberté et de l'égalité est la question.

## **Soviets et autonomie aujourd'hui : que faire ?**

Beaucoup de gens prétendent que le mouvement autonome a été vaincu à la fin des années 1970. Ce n'est pas vraiment faux parce qu'il y a eu une forte répression (beaucoup de militantEs ont été jetés en

---

<sup>9</sup> Negri, A. (1979), *Dall'operaio massa all'operaio sociale. Intervista sull'operaismo*, Milano : Multipla Edizioni.

prison ou même tués), les groupes clandestins pompaient l'énergie et la vie des mouvements, et « *Autonomia operaia* » n'a pas réussi à transformer le contre-pouvoir, dans les usines ni dans « l'usine sociale », en nouvelles institutions autonomes. Mais cette affirmation n'est pas totalement vraie. En fait, les luttes ont modifié le contexte d'une façon radicale. Il est impossible de comprendre la destruction de l'usine « fordiste » sans la montée de l'*operaio massa*, tout comme l'accès du plus grand nombre à l'université sans le mouvement étudiant, ou la protection sociale sans les luttes des femmes et du prolétariat. Au niveau international, les combats ouvriers, anticoloniaux et féministes ont contraint le capitalisme à devenir global<sup>10</sup>. C'est l'application du style de l'*operaismo* à la globalisation contre la revendication nostalgique du retour à l'État-nation, ou l'interprétation du néolibéralisme comme une « pensée unique ».

Cela ne veut pas dire soutenir une idée de l'histoire progressiste ou téléologique, ni croire à la croissance illimitée des droits : au contraire, les droits sont immanents et dépendent des relations de force. Mais cela veut dire analyser le contexte nouveau et ses problèmes politiques, à commencer par la subjectivité des classes et par le fait que la composition du travail vivant a été transformée irréversiblement par les luttes menées dans le monde entier dans les quatre dernières décennies. C'est seulement de cette façon qu'il est possible de comprendre le contexte global contemporain, non comme une contrainte unilatérale du capital, mais comme un nouveau terrain de luttes.

Dans ce terrain de luttes, il nous faut repenser radicalement les catégories construites par l'*operaismo* dans les coordonnées de l'espace-temps de l'usine « fordiste », qui étaient fondées sur une représentation particulière de l'ouvrierE. En premier, nous devons repenser la relation entre la composition de classe technique et la composition de classe politique. En même temps, nous pourrions adopter et améliorer leur style et leurs méthodes, c'est-à-dire l'immanence de la pratique théorique dans les transformations et les luttes de la composition de classe. C'est vrai aussi pour la question centrale et problématique née de l'expérience de l'*operaismo* et des *Comitati autonomi* : quelles formes d'organisation ?

En fait, l'autonomie des ouvrierEs n'était pas une simple reformulation des sujets traditionnels dans le mouvement des conseils ouvriers (l'exigence d'une politique de la base, la foi ingénue dans l'autogestion, ou l'apologie de la spontanéité de classe). Au contraire, c'était l'expression d'une nouvelle relation entre l'organisation et la spontanéité, ou la spontanéité organisée. Ainsi, dans l'autonomie des ouvrierEs et dans ses formes d'organisation, l'*operaismo* fut aussi une tentative d'assumer, de réinventer et de transformer la relation léniniste entre la composition technique et la composition politique des classes. En fait, à la fin des années 1960, le soi-disant mouvement des conseils d'usine était la réponse de l'aile gauche de la Cgil aux insurrections ouvrières et à leurs institutions autonomes, c'est-à-dire la tentative de confisquer et d'amoindrir leur pouvoir direct.

Repenser la théorie et la pratique de l'*operaismo* dans un contexte complètement nouveau signifiait repenser la question de l'organisation dans la composition de classe contemporaine, qui est globale, hétérogène et dans un processus de développement cognitif<sup>11</sup>. Puisqu'il n'y a pas de classes sans lutte des classes, ce concept n'est pas du tout une catégorie sociologique ou économique : c'est le soulèvement d'une portion de classe puissante, qui écarte complètement l'image moderne et abstraite du peuple et du/de la citoyenNE. En même temps, cette portion de classe est continuellement mise en question et modifiée par d'autres portions.

La classe est donc une ligne de force le long de laquelle il y a la composition des différences et ses insurrections. Par exemple, depuis les années 1960, les soulèvements de race et de genre tout autour du monde ont divisé la composition de classe et l'ont reformée en une nouvelle ligne de force basée sur

---

<sup>10</sup> Hardt, M. et Negri, A. (2000), *Empire*, Cambridge, MA : Harvard University Press.

<sup>11</sup> Sur la « cognitivisation » du capital et du travail, voir Vercellone, C. (Ed.) (2006), *Capitalismo cognitivo. Conoscenza e finanza nell'epoca postfordista*, Roma : Manifestolibri ; Roggero, G. (2009), *La produzione del sapere vivo. Crisi dell'università e trasformazione del lavoro tra le due sponde dell'Atlantico*, Verona : Ombre corte.

l'irréductibilité des singularités. En réalité, la transformation dans la composition de classe politique advient d'une lutte entre singularités et sujets du travail vivant. De manière semblable, la division dans l'histoire de l'*operaismo* (même dans son organisation) est toujours liée à un processus constitutif.

À l'heure actuelle, dans le nouvel espace-temps du capital global et de la composition de classe, dans l'autonomie partielle de la coopération du travail libre, en ce qui concerne l'organisation capitaliste, la question est de repenser immédiatement le soviet ouvrier des années 1960 et 1970 dans une dimension constitutive : la construction des *institutions du collectif*<sup>12</sup>, c'est-à-dire l'organisation de l'autonomie et de la résistance du savoir du travail vivant, le pouvoir de déterminer la maîtrise et la direction collectivement dans la coopération sociale et de produire des normes communes en brisant la machine à aliéner capitaliste. Les institutions du collectif sont la force organisationnelle de l'appropriation collective de ce qui est produit par nous tous/tes : la richesse sociale. Ainsi, les institutions du collectif ne sont pas seulement au-delà des formes de parti et de syndicat et du système de représentation, mais elles sont immédiatement soviet et politiques dans leur direction.

Ce poker politique pourrait paraître trop irréaliste pour celles et ceux qui, dans les trois dernières décennies, ont sans cesse parlé de la passivité des nouveaux sujets du travail vivant, qui ont été accusés d'être dominés par la « pensée unique », par la soi-disant invincibilité et par les aspects totalitaires du capitalisme néolibéral. Dans le sillage du mouvement de globalisation et du démarrage de la crise économique globale, cette estimation n'a plus aucun sens ; le néolibéralisme est terminé. Cela ne veut pas dire que les effets des politiques néolibérales ont disparu, mais qu'elles ne sont plus capables de constituer un système cohérent. C'est la crise du capitalisme comme le reconnaissent ouvertement chaque jour les principaux médias, les économistes notoires et même les gouvernements modérés. Dans ce contexte, il est bien difficile de se rappeler que, il y a seulement vingt ans, ces mêmes acteurs/rices avaient proclamé la « fin de l'histoire » ? Et, pour ce qui est de la passivité apparente des sujets, il serait sage de garder à l'esprit la réponse de Marx à Engels, le 9 décembre 1851. À ses amis qui se lamentaient au spectacle du « comportement stupide et infantile » du peuple parisien qui n'avait pas pu s'opposer à Louis Bonaparte, Marx rétorqua : « Le prolétariat a économisé ses forces »<sup>13</sup>.

Selon Marx, le prolétariat a ainsi évité de s'engager dans une insurrection qui aurait renforcé la bourgeoisie et réconcilié celle-ci avec l'armée, ce qui aurait conduit inévitablement à une nouvelle défaite des ouvrierEs. En nous inspirant des voies empruntées par les *operaisti* des années 1950 et 1960 pour trouver le potentiel de résistance à l'intérieur des soi-disant « aliénation » et « intégration » de ce qui allait devenir *l'ouvrierE masse*, nous devons trouver les lignes de réversibilité possibles dans la passivité apparente des sujets du travail vivant contemporains.

Pour focaliser et agir sur ces possibles lignes de réversibilité, nous devons réinventer la recherche collective immédiatement en tant que pratique constituante. Pour paraphraser Tronti, on peut dire qu'il n'y a pas d'organisation sans recherche collective. Quarante ans après les événements de la Piazza Statuto, un journaliste demandait à Romano Alquati s'il s'attendait à une révolte ouvrière, et il répondit : « Nous n'attendions pas la révolte, mais nous l'avons organisée. » L'essence de la recherche collective et celle de l'organisation de classe sont exactement là.

**\* Gigi Roggero a passé une thèse de doctorat en Sociologie du travail à l'université de Calabre et il est actuellement chercheur post-doctorant au département « Politiques, institutions et histoire » de l'université de Bologne. Il fait partie du comité éditorial du transnational *edu-factory project* et de *Uninomade collective*, et il contribue régulièrement à *Il Manifesto*. Il est co-auteur de *Futuro anteriore* (2002), *Precariopoli* (2005), et *Gli operaisti* (2005) et auteur de *Intelligenze fugitive*(2005), *L'archivio postcoloniale* (2008), et *La produzione del sapere vivo* (2009).**

<sup>12</sup> Voir Hardt, M. et Negri, A. (2009), *Commonwealth*, Cambridge, MA : Belknap Press of Harvard University Press.

<sup>13</sup> Marx, K. et Engels, F. (1950), *Carteggio Marx-Engels*, Vol. 1, Trad. M. A. Manacorda, Roma : Edizioni Rinascita, 343.